

## « Projet Pegasus » : Emmanuel Macron a été ciblé par le Maroc

20 juillet 2021 par Ellen Salvi

**Les numéros de portables du chef de l'État, d'Édouard Philippe et de quatorze ministres figurent parmi les appareils ciblés par le logiciel espion pour le compte du Maroc. Ces révélations interrogent la sécurité nationale et les relations diplomatiques de la France.**

20 juillet 2021 par Ellen Salvi

Emmanuel Macron a été ciblé en 2019 par le logiciel espion Pegasus, pour le compte du Maroc. Le président de la République fait partie des treize chefs d'État ou de gouvernement victimes du système d'espionnage révélé par Forbidden Stories, le Security Lab d'Amnesty International et seize médias internationaux, dont *Le Monde* et Radio France. Selon le consortium de journalistes, les numéros de téléphone portable d'une quinzaine de membres du gouvernement français figurent dans l'annuaire des cibles potentielles, cette année-là.

Parmi eux : l'ancien premier ministre Édouard Philippe, ainsi que son épouse, l'une de ses anciennes collaboratrices et son conseiller spécial Gilles Boyer. On y trouve aussi le ministre de l'intérieur de l'époque Christophe Castaner ; la garde des Sceaux Nicole Belloubet ; le ministre de la transition écologique François de Rugy et celui de l'agriculture Didier Guillaume.

Ainsi que d'autres ministres ou secrétaires d'État, toujours au gouvernement : celui des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, de l'économie Bruno Le Maire, de l'éducation Jean-Michel Blanquer, du budget Gérard Darmanin, de la cohésion territoriale Jacqueline Gourault, des relations avec le Parlement Marc Fesneau, des outre-mer Annick Girardin, de la culture Franck Riester, du

logement Julien Denormandie, des collectivités territoriales Sébastien Lecornu, ainsi que la secrétaire d'État à la transition écologique Emmanuelle Wargon.



Le numéro de téléphone portable d'Emmanuel Macron figure dans l'annuaire des appareils ciblés par le logiciel espion Pegasus, pour le compte du Maroc. © Photo Illustration Mediapart avec Fadel Senna / AFP

François de Rugy a accepté de prêter son téléphone à une analyse technique. Selon *Le Monde*, le test a montré qu'il n'avait pas été infecté par Pegasus, et qu'aucune donnée n'y avait donc été dérobée. « *Mais le portable a bien été ciblé lorsque M. de Rugy était ministre de la transition écologique : il portait les traces d'une étape préliminaire à une attaque de Pegasus, traces qui portaient les traces techniques du client marocain de NSO Group, la société israélienne commercialisant le logiciel* », précise le quotidien. L'ancien ministre vient de demander une audience à l'ambassadeur du Maroc en France et a saisi le procureur de la République.

D'autres personnalités politiques apparaissent également dans l'interminable liste du « Projet Pegasus ». C'est le cas du maire de Béziers (Hérault) Robert Ménard, proche du Rassemblement national (RN), des anciens ministres Philippe Martin et François Bayrou, du député La France insoumise (LFI) Adrien Quatennens, d'Olivier Besancenot du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), du député ex-La République en marche (LREM) Cédric Villani, de l'ancienne ministre du travail socialiste, par ailleurs Franco-Marocaine, Myriam El Khomri, de l'ancien patron des députés de la majorité, Gilles Le Gendre, du député européen RN Philippe Olivier, de l'ancienne sénatrice Europe Écologie-Les Verts (EELV) Leïla Aïchi...

Figurent enfin les numéros de Franck Paris, le conseiller du président de la République sur les questions africaines, et d'Alexandre Benalla, à l'époque où ce dernier, en tant que chargé de mission, s'occupait de la sécurité d'Emmanuel Macron. Ainsi que ceux du recteur de la grande mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, de l'ancien patron de la direction centrale du renseignement intérieur (ex-DGSI), Bernard Squarcini, de l'ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, et du diplomate Lakhdar Brahimi.

Si les faits sont avérés, ils sont évidemment très graves. Toute la lumière sera faite sur ces révélations de presse.

## L'entourage du président de la République

Dans un communiqué transmis au consortium de journalistes, NSO affirme qu'Emmanuel Macron « *n'a pas, et n'a jamais été, une cible ou n'a jamais été sélectionné comme une cible par des clients de NSO* ». Comme le souligne *Le Monde*, la société israélienne ne précise pas sur quoi elle se base pour l'affirmer, alors qu'elle n'a « *pas accès aux données de ses clients, qui doivent toutefois [lui] fournir ce type d'informations* » en cas d'enquête. Le Maroc a

quant à lui affirmé à plusieurs reprises ne pas être client de NSO Group ni utilisateur de Pegasus.

Informé dans le courant du week-end, l'Élysée a réservé sa première réaction aux membres du consortium. « *Si les faits sont avérés, ils sont évidemment très graves. Toute la lumière sera faite sur ces révélations de presse. Certaines victimes françaises ont déjà annoncé qu'elles porteraient plainte [dont Mediapart – ndlr], et donc des enquêtes judiciaires vont être lancées* », a indiqué l'entourage du président de la République, avant de souligner que « *les services français de renseignement agissent dans un cadre strictement défini par la loi depuis 2015* » et que les techniques utilisées « *ne peuvent en aucun cas porter sur des surveillances à caractère politique* ».

Au lendemain des premières révélations du Projet Pegasus, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, avait évoqué des « *faits extrêmement choquants qui, s'ils sont avérés, sont extrêmement graves* ». « *Il va y avoir évidemment des enquêtes, des éclaircissements qui vont être demandés* », avait-il ajouté, condamnant les « *manipulations* » et « *techniques qui visent à nuire à liberté des journalistes, leur liberté d'enquêter et d'informer* ». Au même moment, les services de renseignement français s'activaient pour procéder à leurs propres vérifications.

Ces dernières sont toujours en cours comme l'a confirmé le premier ministre, mardi, à l'Assemblée nationale, avant la publication des nouvelles révélations. Interrogé par le député La France insoumise (LFI) Alexis Corbière, Jean Castex a botté en touche et évoqué des faits « *d'une très grande gravité* ». « *Nous avons donc ordonné des investigations sur leur matérialité, investigations qui n'ont pas abouti et il ne m'est donc pas possible de m'exprimer à ce stade devant la représentation nationale et devant la Nation* », s'est-il contenté de répondre, sans un mot pour la liberté de la presse.

Vie privée, sujets relevant de la sécurité nationale ou secrets professionnels...  
Rien n'échappe au logiciel espion.

Les services de renseignement français, qui ont informé les ministres concernés lundi, cherchent notamment à déterminer si les téléphones portables du président de la République et des membres du gouvernement avaient été infectés ou « simplement » ciblés par le logiciel de la société israélienne NSO Group. Comme l'ont expliqué les experts d'Amnesty International qui ont procédé aux analyses techniques, des milliers de smartphones (iPhone ou Android) ont été désignés comme cibles potentielles de Pegasus, qui déploie des efforts démesurés pour masquer sa présence et laisser le moins de traces possible.

La détection de l'infection n'est donc pas une science exacte. Et personne ne peut dire avec certitude si les services marocains ont aspiré le contenu du téléphone d'Emmanuel Macron et/ou de ses ministres. Une fois qu'il a pris le contrôle d'un appareil, le logiciel Pegasus peut, en principe, avoir accès à l'intégralité de ses données. Il devient ses yeux et ses oreilles. Théoriquement, il peut même permettre d'activer à distance – et de manière totalement invisible – le microphone et la caméra du smartphone.

Vie privée, sujets relevant de la sécurité nationale ou secrets professionnels...  
Rien n'échappe au logiciel espion. Avec une telle technologie, on imagine aisément à quelles informations aurait pu avoir accès le Maroc. Les macronistes, à commencer par le chef de l'État, passent un temps incalculable à discuter sur des messageries cryptées qui, pensent-ils, protègent leurs échanges. Pour éviter tout problème, le gouvernement avait même lancé, au printemps 2019, le système « Tchap », hébergé par l'État, avec un succès pour le moins relatif.

Mais avec Pegasus, ces précautions sont inutiles. Sa technologie dépasse de loin tous les scandales d'espionnage auxquels la France a été confrontée jusqu'ici.

En 2015, des documents confidentiels de la National Security Agency (NSA), obtenus par WikiLeaks, avaient révélé que les présidents François Hollande, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac, ainsi que des ministres, des hauts fonctionnaires, des parlementaires et des diplomates, avaient été surveillés téléphoniquement pendant près d'une décennie par les services secrets américains.

*« Il s'agit de faits inacceptables qui ont déjà donné lieu à des mises au point entre les États-Unis et la France »*, avait à l'époque réagi l'Élysée, sans pour autant que cette affaire ne remette en cause la relation bilatérale des deux alliés. Nul doute que le Projet Pegasus engendrera lui aussi une explication entre la France et le Maroc, au regard des liens qu'entretiennent les deux pays et de leurs nombreuses coopérations, notamment en matière de renseignement. Le rôle joué par le gouvernement d'Israël, structurellement lié à la société NSO, interroge aussi.

Derrière ces questions diplomatiques, surgiront également celles liées à nos propres services de renseignement et à la protection des intérêts nationaux. Échaudé par les « Macron Leaks », ces milliers de documents piratés dans les ordinateurs de l'équipe de campagne d'En Marche!, publiés quelques heures avant la fin de la campagne de 2017, le pouvoir actuel porte une attention accrue sur le sujet. *« Il y aura des tentatives d'ingérence »* dans la prochaine élection présidentielle, a récemment prévenu le chef de l'État.